



JEAN-DAVID LEVITTE

Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

L'affaire de l'Euro, ça n'est pas seulement l'avenir de notre monnaie commune et unique, c'est tout simplement l'avenir de l'Europe. Le passé de l'Europe est fait de 2 000 années où il y eut plus de périodes de batailles que de périodes de paix. Nous avons eu deux guerres mondiales qui sont parties d'Europe. Entre l'Allemagne et la France, nous nous sommes affrontés trois fois en soixante-dix ans. Nous sommes aujourd'hui dans la plus longue période de paix que connaît l'Europe depuis l'Empire romain. Après la guerre, il a fallu, dans la difficulté, organiser la réconciliation. Elle s'est faite autour de la France et de l'Allemagne, précisément à cause du passé. Elle s'est faite en commençant par l'économie parce que c'était la seule façon réaliste d'organiser des solidarités entre nos peuples.

Nous avons réussi au-delà de toute espérance puisque, si vous demandez aujourd'hui aux Français : « Quels sont vos meilleurs amis ? », massivement, la réponse est : « Ce sont les Allemands ». Si vous demandez aux Allemands : « Qui sont vos meilleurs amis ? », massivement, la réponse est : « Ce sont les Français ». Nous avons donc commencé en mettant le charbon et l'acier ensemble parce qu'on fait les canons à partir du charbon et de l'acier, et puis nous avons organisé un marché commun.

Pendant ce temps, l'Union Européenne qui a commencé par ce marché commun à six pays fondateurs (moins de 200 millions de personnes), s'est progressivement agrandie. Six, neuf, dix, douze, quinze et puis, au début des années 2000, nous avons fait un bond en avant considérable en absorbant d'un seul coup dix pays, puis douze. C'est-à-dire 100 millions de citoyens qui étaient de l'autre côté du rideau de fer et qui, d'un seul coup, nous ont rejoints dans la paix, la démocratie et la sécurité.

Ce que je suis en train de vous décrire là, c'est une aventure qui n'a pas de précédent dans l'histoire de l'humanité, et qui n'a pas d'équivalent dans le monde d'aujourd'hui. C'est l'unification par un processus démocratique, et non pas par la guerre, de 500 millions d'Européens qui sont en train de bâtir une destinée commune. Voilà ce qui est en jeu aujourd'hui.

Pourquoi avons-nous voulu l'Euro ? Pour deux raisons. La première, c'est que quand vous avez un marché commun, vous avez besoin d'une monnaie commune. Imaginez les États-Unis avec des monnaies différentes, une pour le Texas, une pour la Californie, une pour la Nouvelle-Angleterre. Ce serait absurde. En Europe, nous avons un marché unique, qui est aussi intégré que celui des États-Unis. Nous avons donc besoin d'une monnaie unique. La deuxième raison est liée à l'histoire. Lors de l'unification du continent avec la chute du Mur de Berlin, nous avons vécu l'unification de l'Allemagne. François Mitterrand, à l'époque, était inquiet de voir l'Allemagne, qui avait la même population que la France, devenir d'un seul coup un pays de 82 millions d'habitants en récupérant la RDA. Il n'était pas contre. Il a simplement demandé qu'en même temps que s'accomplissait cet élargissement formidable, nous avancions dans l'approfondissement de la construction de façon à ce que l'Europe ne se défasse pas. C'est ainsi qu'Helmut Kohl et François Mitterrand ont décidé de faire l'Euro.

J'ai eu la chance de participer à la négociation finale de l'Euro entre Jacques Chirac et Helmut Kohl. Nous savions que le Traité de Maastricht n'était pas parfait, et nous savions que la suite ne serait pas parfaite. Pourquoi ? Parce que vendre l'Euro à la Bundesbank et au peuple allemand était très difficile. Abandonner le Deutsche Mark, qui était le symbole même de la réussite de l'Allemagne après deux périodes d'hyper inflation, représentait une prouesse pour le Chancelier Kohl. Il n'était pas question, lors de la négociation finale, d'avoir des clauses de sortie de l'Euro parce que cela aurait été envisagé l'échec de l'Euro.



Nous avons à vivre avec ce legs de l'histoire, et à faire en sorte que l'Euro soit un succès. Nous avons une situation aujourd'hui qui est assez paradoxale. Si vous regardez l'Euro, en termes d'inflation, c'est un succès plus grand encore que le Deutsche Mark. Le taux d'inflation en Europe est inférieur aujourd'hui, et depuis le début de l'Euro, à ce qu'était le taux d'inflation du temps des monnaies différentes, et notamment le Deutsche Mark. Deuxièmement, si vous regardez la zone Euro, notre situation se compare avantageusement à celle d'autres pays. Si vous prenez la dette publique dans la zone Euro, elle se situe en moyenne autour de 85 %, ce qui est d'ailleurs le taux pour la France et pour l'Allemagne. C'est inférieur à ce qu'est la dette publique aux États-Unis, puisqu'elle est autour de 100 % du PIB, et naturellement inférieur à celle du Japon qui est de 200 % du PIB et même davantage.

Si vous regardez le déficit de nos budgets pour la zone Euro, en moyenne le déficit est actuellement de 4,1 % du PIB. Ce qui se compare avantageusement au Royaume-Uni par exemple où, je crois, il est supérieur à 9 %, ou aux États-Unis où il approche 10 % du PIB. Au total, nous avons un Euro qui est fort. Si vous avez acheté de l'Euro lorsqu'il a été introduit, vous avez fait une bonne affaire. L'Euro a été introduit à 1,17 dollar, il est aujourd'hui à 1,34 dollar. Vous avez dans vos mains une monnaie forte, stable, avec des pays qui, au total, sont dans une meilleure situation budgétaire et de dette que le Royaume-Uni, les États-Unis ou le Japon.

Alors, où est le problème ? Pourquoi cette crise ? Il y a deux grandes raisons. La première a un nom : la Grèce. La Grèce est entrée dans l'Euro parce qu'elle le souhaitait, mais elle n'y était pas prête. Nous avons tous vécu dans la zone Euro des années faciles.

Parce que les taux d'intérêt que nous avons dans chacun de nos pays, lorsque nous avons eu l'Euro, ont brutalement baissé aux niveaux qui étaient ceux de l'Allemagne et même en dessous. En Grèce, mais aussi en Espagne ou au Portugal, il était possible d'emprunter pour les familles, pour les États, à des taux qui sont passés brutalement à un niveau très incitatif, et c'est ainsi que, par exemple, en Espagne est née la bulle immobilière. En Grèce, progressivement l'État n'a pas contrôlé suffisamment le dérapage de la dette. Nous nous sommes ainsi retrouvés avec un pays qui avait divergé massivement par rapport au cœur de la zone Euro, avec une dette qui s'établit à 165 % du PIB. Il a fallu traiter le problème de la dette de la Grèce. Nous l'avons fait, dans les circonstances que vous connaissez, avec une décision qui a pesé lourd, celle d'impliquer le secteur privé.

Alors, on peut en débattre à l'infini, fallait-il ou ne fallait-il pas demander aux banques d'assumer 100 milliards d'Euros de perte ? C'est un débat qu'on peut avoir. En tout cas, la décision a été prise. Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que la Grèce est remise sur une courbe qui lui permet de faire face à ses échéances, avec une dette qui va baisser jusqu'à 120 % du PIB à l'horizon 2020 et avec un gouvernement qui a la volonté de prendre toutes les décisions nécessaires pour rester dans le club. Nous avons confiance dans la capacité de ce gouvernement à faire face, mais nous avons, ce faisant, détruit en partie la confiance dans l'Euro en raison de la contribution des banques. Voilà la première raison.

La deuxième raison a aussi un nom, c'est la convergence ou plutôt l'absence de convergence. Nous avons, dans les dix-sept pays de la zone Euro, des situations qui, progressivement, montrent que certains divergent par rapport au cœur de la zone Euro.

Cela aussi contribue à détruire la confiance parce qu'à juste titre, les économistes et les marchés se demandent comment une zone de dix-sept pays peut vivre durablement avec une seule monnaie et des économies qui divergent en termes, notamment, de compétitivité. Nous avons un gros travail à faire. Certains disent : « Vous êtes beaucoup trop lents ». C'est vrai que nous ne travaillons pas au rythme des marchés. Et pour cause ! Nous ne sommes pas les marchés, nous sommes dix-sept démocraties. Quand je pense à mes amis américains et à la difficulté qu'ils ont pour trouver une solution aux problèmes existant entre le Congrès et le Président des États-Unis d'Amérique, je demande un peu de compréhension pour dix-sept démocraties qui doivent, de la même façon, adopter des mesures difficiles. Mais à dix-sept, cela veut dire qu'il faut qu'il y ait dans chaque pays le nécessaire débat démocratique et que l'on arrive à une solution collective.

Nous y sommes arrivés pendant cette longue nuit du 8 au 9 décembre. Nous avons adopté comme règle du jeu cinq mots clés. Le premier, c'est la convergence de nos économies. Il n'y a pas d'avenir pour l'Euro s'il n'y a pas de

convergence de nos économies. Le deuxième mot-clé, c'est la discipline. Ce n'est pas pour faire plaisir à la Chancelière Angela Merkel, c'est tout simplement parce qu'il y a un moment où, s'il n'y a pas de discipline budgétaire, la dette s'accroît ; il faut revenir à des politiques saines. Le troisième mot, c'est la solidarité. Parce que s'il y a convergence et s'il y a discipline, alors il est normal qu'il y ait de la solidarité entre les membres du club des dix-sept pays de la zone Euro. Le quatrième mot, c'est le mot intégration. Parce que, précisément, convergence, discipline et solidarité, vont conduire les pays de la zone Euro vers une intégration toujours plus poussée. Le dernier mot, c'est le mot compétitivité. Parce que ce chemin que je viens de vous décrire va nous amener à être de plus en plus compétitifs avec l'adoption de réformes structurelles dont nous allons débattre au premier semestre 2012.

Ainsi, les pays qui ne le sont pas assez vont pouvoir rattraper les plus compétitifs dans la zone Euro. Pour cela, il faut bien sûr qu'on les aide, et nous allons le faire, et lorsque nous aurons réussi à bien converger, alors c'est toute la zone Euro qui sera une zone de grande compétitivité.

Je sais que nous avons créé beaucoup d'angoisse à travers le monde entier. Pour une raison simple : nous représentons 30 % de l'économie mondiale. Quand nous avons des problèmes, ce sont naturellement des problèmes pour toute l'économie mondiale. Mon message, aujourd'hui, est de vous dire que nous en sommes conscients. Nous avons pris les décisions qui étaient nécessaires pour faire face. Nous sommes totalement déterminés à réussir. Nous avons des années de mise en œuvre de ce qui a été décidé. Mais je vous le dis, ne comptez pas sur l'Europe pour disparaître de la scène de l'Histoire !

Non seulement nous sommes déterminés à sauver l'Euro, mais nous sommes déterminés à être l'un des ensembles les plus compétitifs du monde au 21^e siècle.

Alors que s'est-il passé pendant cette fameuse nuit du 8 au 9 décembre ? Je voyais le titre du Financial Times ce matin : « veto de David Cameron ». Ce n'est pas exactement ce que j'ai vécu. Nous aurions souhaité un traité de refondation à vingt-sept. Parce que nous sommes la famille des vingt-sept avec des institutions communes : la Commission, la Cour de Justice, le Parlement Européen. Mais cela supposait que tout le monde soit prêt à mettre en œuvre les cinq mots que je viens de vous rappeler. Pour obtenir cela, il n'y avait pas de prix à payer car la survie de l'Euro est de l'intérêt de tous, y compris des Britanniques. Nous avons accepté un opt-out (une clause de retrait) pour les Britanniques comme pour les Danois. Ils ne font pas partie de la zone Euro par leur choix, mais quand la zone Euro a besoin de s'intégrer davantage, ils ne peuvent pas mettre un veto.

Ils ne peuvent pas non plus mettre de conditions. Il est très important, pour le Royaume-Uni, de maintenir le marché unique, et le marché unique comprend les services financiers. Nous n'avons pas pu accepter un opt-out, si je puis dire, pour la City parce que cela aurait porté atteinte au marché unique dans les marchés financiers. Les dix-sept ont décidé d'aller de l'avant dans un traité qui ne sera pas un traité à vingt-sept et nous avons dit à tous nos partenaires, y compris les Britanniques, que s'ils voulaient nous rejoindre, ils étaient les très bienvenus. Aux dernières nouvelles, nous serons probablement vingt-six, c'est-à-dire les dix-sept plus neuf qui ont dit : « Nous, nous voulons nous joindre à la zone Euro et même la rejoindre dès que cela sera possible. On veut participer à ce travail d'intégration ». Et puis il y en a quelques-uns qui ont dit : « Il faut quand même qu'on consulte notre Parlement ». Le résultat final risque d'être, et nous le regrettons, un traité intergouvernemental à vingt-six, peut-être vingt-quatre ou vingt-cinq, sans le Royaume-Uni.

Mais à tout prendre, cette décision de construire un traité intergouvernemental est une bénédiction. Pourquoi ? Parce que quand on négocie un traité à vingt-sept, nous devons suivre une très longue procédure. Nous avons d'abord une convention qui travaille et décide à l'unanimité ; puis nous avons une conférence intergouvernementale ; puis le Conseil européen décide ; puis nous avons le processus de ratification. Or, le temps est compté. Nous devons décider et aller de l'avant très vite. Le fait que nous ne puissions pas avoir cette longue procédure du traité à vingt-sept, comme le traité de Lisbonne par exemple, avec les ratifications difficiles dans certains pays (le référendum irlandais, etc.), cela va en réalité nous permettre d'aller beaucoup plus vite, et c'est un avantage très important.



Quand Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont dit : « Nous voulons des résultats dès le mois de mars et si possible avant », ils savaient qu'on pouvait le faire, précisément parce que nous allons négocier un traité intergouvernemental, un peu, pour les spécialistes, comme le Traité de Schengen. Nous allons le faire en associant, dès le début, au-delà des dix-sept de la zone Euro, tous ceux qui souhaitent nous rejoindre.

C'est une autre Europe, en réalité, qui va s'ajouter à l'Europe de l'Union Européenne des vingt-sept. C'est une Europe beaucoup plus intégrée, beaucoup plus compétitive dans ses objectifs, déterminée à faire de l'Euro un succès définitif et à prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Et nous mettrons dans le traité, une clause de mise en œuvre qui permettra d'aller de l'avant sans attendre toutes les ratifications. Si nos amis irlandais ont besoin d'un référendum par exemple, ou si nos partenaires slovaques ont des problèmes au Parlement, nous mettrons néanmoins le traité en œuvre. Nous n'avons pas encore décidé, mais il faudra une clause pour dire qu'à partir d'un certain nombre de ratifications, le traité entrera en vigueur entre tous ceux qui l'ont déjà ratifié, et les autres nous rejoindront à mesure qu'ils ratifieront.

Comme vous le voyez, ce sont des décisions absolument fondamentales qui ont été prises. Comme vous l'avez vu, la Banque Centrale Européenne, dont le statut de totale indépendance est naturellement confirmé, a décidé d'accompagner ce mouvement en abaissant ses taux directeurs à 1 % et en autorisant toutes les banques européennes à emprunter auprès de la BCE, sans limite, à ce taux sur une durée de trois ans. Nous espérons que cet ensemble de décisions nous mettra en mesure, non seulement de rassurer les marchés, mais d'aller très vite de l'avant vers cette « Europe + », si je puis dire, que nous avons tous l'ambition de construire dans la zone Euro et autour.

Je vous remercie.